

**La médiatisation de la démarche entamée par Ingrid Betancourt pour réclamer du gouvernement colombien une réparation pour les souffrances endurées pendant plus de six années passées entre les mains de la guérilla, a généré en Colombie une explosion de haine sans précédent.**

Dans son interview à Radio Caracol, Ingrid, dans un état émotionnel manifeste et pressée par un interlocuteur qui prenait parfois plus le rôle d'accusateur que celui de journaliste, a déclaré qu'elle regrettait d'avoir fait cette démarche et qu'elle considérait la somme demandée comme absurde, avant de passer l'essentiel de l'interview pour expliquer ce qui s'était passé le 23 février sur la route de San Vicente del Caguan.

Je ne suis pas sûr que je suis entièrement d'accord avec Ingrid sur ces points.

Je crois d'abord qu'il faut séparer les deux problèmes distincts qui se sont mêlés dans cette affaire :

1. Comment peut-on évaluer la souffrance d'une victime et de ses proches, et comment peut-on établir une compensation pour ces souffrances ?
2. Quelles responsabilités sont engagées dans l'enlèvement et la séquestration d'Ingrid, et en particulier quelle est la responsabilité de l'Etat colombien ?

Quelques réflexions à ce sujet :

1. Oui, la somme de près de 5 millions d'€ évoquée par les media est énorme. Colossale. En est-elle absurde pour autant ? Qui d'entre nous accepterait, en échange de cette somme, de subir ce qu'ont subi Ingrid et sa famille ?

Ce qui serait absurde, ce serait d'établir une jurisprudence qui "ravale" la valeur de cette souffrance à quelques milliers d'euros ou de dollars... Ou pire, qui officialise, pour toutes les victimes du conflit colombien qui voudraient faire une démarche similaire dans le futur, que l'Etat colombien n'est PAS responsable de ce qui arrive aux victimes...

Ce qui serait absurde, c'est que seules quelques personnes, à l'aboutissement d'une procédure confidentielle avec l'Etat, se voient octroyer une compensation, quelle qu'en soit le montant, alors que la majorité des autres victimes ne la recevraient pas.

Ce qui serait absurde, et choquant, et criminel, ce serait que seules quelques victimes des Farc se voient dédommager, alors que les milliers - les millions...- d'autres victimes du conflit colombien ne le seraient pas.

Ingrid avait annoncé qu'elle ne demandait pas cette somme pour elle-même, mais que la somme proposée par l'état (qui ne serait pas nécessairement le montant de référence cité dans la presse) serait entièrement destinée à soutenir les autres familles d'otages en Colombie, directement ou au travers de fondations qui auront prouvé leur efficacité, ou dans des programmes éducatifs dont ils seront les bénéficiaires. Quels media ont repris cette information ?

2. Comme dans toute situation, les responsabilités sont évidemment partagées.

Les Farc sont bien sûr responsables de l'enlèvement et des conditions de détention. Ingrid a peut-être une part de responsabilité dans la décision de prendre la route malgré certains avertissements qui lui ont été donnés. L'armée colombienne en a probablement aussi, qui avait déclaré contrôler la zone du Caguan et dont les postes de contrôle sur la route de San Vicente ont laissé passer le véhicule d'Ingrid comme de très nombreux autres véhicules sur la route de San Vicente. L'article de Colombia Reports l'explique bien. De même que les services de sécurité (DAS) chargés de la protection d'une candidate présidentielle pendant sa campagne. D'autres peut-être ?

Mais à mon avis, se focaliser uniquement sur ce qui s'est passé le 23 février est une erreur et n'aborde qu'une partie du problème.

Ce n'est pas la seule responsabilité de l'enlèvement qui est en cause. Mais c'est surtout la responsabilité de tous ceux qui ont laissé Ingrid pourrir dans la jungle pendant plus de six ans. Ceux-là-même qui ont laissé pourrir dans cette jungle des civils, des militaires et des policiers, certains depuis plus de douze ans, et qui continuent à le faire, en refusant systématiquement toute solution négociée avec la guérilla et en n'acceptant comme seule alternative qu'une victoire militaire sur la guérilla.

Et ici, ce n'est pas seulement le gouvernement colombien qui est en cause, mais également une grande partie de la population colombienne qui, par conviction ou suite à une manipulation exercée par ce gouvernement via les media, soutient cette approche, après avoir manifesté pendant de nombreuses années une indifférence ou plutôt une résignation quasi-générale concernant le problème des séquestrés.

En 2002, au moment où Ingrid a été enlevée et où a commencé ici une mobilisation qui a mis plusieurs années avant d'enfin gagner la Colombie, une soixantaine de personnes étaient déjà séquestrées par les Farc - certains depuis 1997. Qui s'en souciait alors en Colombie et dans nos pays ?

C'est peut-être une des clés qui pourrait nous permettre de comprendre la violence et l'amplitude de cette campagne de haine contre Ingrid, qui n'est pas seulement le résultat d'une manipulation exercée par certains qui ont vu ici une occasion idéale pour se "débarrasser" médiatiquement d'une rivale possible, ou de quelqu'un qui pourrait encore être gênant pour leurs ambitions personnelles.

Cette manipulation a bien sûr existé et est probablement à la base de tout. Mais le phénomène n'aurait pas pris cette ampleur si il n'avait pas été soutenu et amplifié par la masse de celles et ceux qui n'ont manifesté envers les innombrables victimes du conflit colombien qu'indifférence et cécité volontaire, et ont vu ici un moyen de se "dédouaner" d'un sentiment - conscient ou inconscient - de culpabilité en faisant tout retomber sur Ingrid, qui faisait ici un "bouc émissaire" idéal. Plusieurs cas similaires se sont produits dans le passé, et il ne faut pas nécessairement remonter à l'affaire Dreyfus...

L'opinion colombienne est manifestement très réticente à admettre que la souffrance des victimes du conflit armé a un prix, et que les victimes ont droit à une réparation. Mais cette réticence, soigneusement cultivée via les media, est surtout celle du gouvernement.

Un exemple évident est le cas des victimes du massacre de Mampujan, dont deux premières condamnations viennent d'être prononcées en juin contre les chefs paramilitaires qui en sont responsables. En cinq ans, le Fonds de réparation de "Justice et Paix", constitué pour indemniser les victimes, n'a rassemblé que 13 millions d'euros, somme qui couvre à peine le quart du montant requis pour compenser les victimes de ce massacre (11 paysans assassinés et tout un village déplacé de force). Or, on dénombre en ce moment 280.000 victimes du paramilitarisme, dont les chefs ont depuis longtemps transféré leurs biens à des complices qui jouissent le plus souvent d'une très large impunité.

Et pendant que rien n'est prévu pour indemniser les victimes, on continue en Colombie à consacrer chaque année des milliards de pesos au budget militaire : 6,5% du Produit Intérieur Brut (PIB)...

Oui il faut reconnaître clairement le statut des victimes du terrorisme. Celui de TOUTES les victimes. De TOUS les terrorismes. Celui des Farc bien sûr, et d'autres guérillas. Celui des paramilitaires, responsables de plusieurs dizaines (centaines ?) de milliers de crimes contre les civils, et celui aussi de certaines unités des forces armées colombiennes qui se sont elles aussi rendues coupables de crimes épouvantables contre la population civile - déplacement forcé, violences et assassinats comme dans le cas bien connu des "faux positifs".

**Pour en savoir plus, dans la Revue de Presse de [www.InfoLibertad.com](http://www.InfoLibertad.com) :**

18/07/2010 : [Ingrid mérite-t-elle tant de haine ?](#)

18/07/2010 : [¿Se merece Ingrid tanto odio ?](#)

7/18/2010 : [Does Ingrid deserve so much hatred?](#)

17/07/2010 : [Ingrid Betancourt recule, mais le vrai scandale, c'est l'absence de fonds pour les victimes...](#)